



**ETABLISSEMENT D'UN  
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES  
INONDATION**

**VALLÉE DE LA SOMME ET SES AFFLUENTS**

**ARRÊTÉ N° DU 2005**



**LE PREFET DE LA REGION PICARDIE  
PREFET DE LA SOMME**

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.480-4 et R.126-1,

Vu le Code des Assurances, notamment l'article L.125-1 et suivants,

Vu la loi 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,

Vu la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels ainsi qu'à la réparation des dommages,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu le décret 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Considérant que le Code de l'Environnement précité prévoit que tout citoyen a droit à l'information sur les risques auxquels il est soumis ainsi que les moyens de s'en protéger et qu'il appartient à l'Etat d'élaborer et de mettre en œuvre les plans de préventions des risques naturels,

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel d'inondation,

Sur proposition de la Directrice Départementale de l'Equipement,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation est prescrit sur la commune de Curlu.

**Article 2** : La Direction Départementale de l'Équipement de la Somme est chargée d'élaborer et d'instruire le projet.

**Article 3** : La concertation relative à l'élaboration du projet se fera sous la forme de réunions à la fin de chacune des étapes de l'étude (phase de l'élaboration de la cartographie du phénomène naturel, phase de définition et cartographie des aléas et des enjeux, phase de définition et cartographie du projet du zonage et du règlement) avec les élus concernés. A la demande des collectivités, des réunions publiques pourront être organisées.

**Article 4** : Une consultation du conseil municipal, de l'établissement public de coopération intercommunale concerné, de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière sera effectuée conjointement à l'enquête publique.

**Article 5** : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune précitée.

**Article 6** : Une copie du présent arrêté sera affichée à la sous-préfecture de Péronne et à la mairie de Curlu pendant un mois minimum. Une mention de cet affichage est insérée dans un journal diffusé dans le département.

**Article 7** : Le présent arrêté est tenu à la disposition du public :

- à la Préfecture de la Somme,
- à la Sous-Préfecture de Péronne,
- au siège de la Direction Départementale de l'Équipement.

**Article 8** : La Secrétaire Générale de la préfecture, le Sous-Préfet de Péronne, la Directrice Départementale de l'Équipement et le maire de Curlu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département.

26 SEP. 2005

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Marcelle PIERROT